

PERSONNEL FÉMININ DES FORCES ARMÉES ET DE
L'ADMINISTRATION

M. DORION :

1. Quel est le nombre de personnes du sexe féminin actuellement en service, a) dans l'Armée de terre, b) dans l'Armée de mer, c) dans l'Armée de l'air?

2. a) Combien d'entre elles sont mariées, b) combien sont célibataires?

3. Quel est, pour chaque province, le nombre de personnes du sexe féminin actuellement employées dans les usines de guerre, a) combien d'entre elles sont mariées, b) combien sont célibataires?

4. Quel est, pour chaque province, le nombre de personnes du sexe féminin embauchées par la Commission du Service civil depuis 1939 au 31 décembre 1942?

FONCTIONNAIRES À TRAITEMENT NOMINAL—ALLO-
CATIONS DE SUBSISTANCE ET DE DÉPLACEMENT

M. ROY :

1. Le Gouvernement paie-t-il à ceux généralement désignés sous le nom de "One dollar a year man", des allocations de subsistance ou de dépenses de voyages sur une base quotidienne ou autre?

2. Si oui, a) quels sont les minimum et maximum de ces allocations, b) sont-elles sujettes à impôt et depuis quand?

TEMPS REQUIS POUR RÉPONDRE AUX QUESTIONS—
MANIÈRE DE PROCÉDER CONCERNANT LES
QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE
DÉPÔTS DE DOCUMENTS

M. GORDON GRAYDON (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, avant que l'on appelle l'ordre du jour, je désire signaler, relativement aux questions, deux points que je n'ai pas voulu soulever au cours de la discussion, mais qu'il est bon, je crois, de mentionner maintenant.

La première question, inscrite au *Feuilleton* de ce jour au nom de l'honorable député de York-Est (M. McGregor) au sujet du nombre de poursuites intentées par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre de son quartier général régional de Brockville, fut inscrite au *Feuilleton* le 9 février. Le ministre des Finances (M. Ilsley) pourrait-il s'empresser d'y répondre. L'intervalle qui s'est écoulé depuis l'inscription de la question au *Feuilleton* et la réponse me semble extraordinairement long. Aujourd'hui on a encore réservé la question.

Je veux mentionner aussi la question n° 27, inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui. J'aimerais à savoir pourquoi on transforme en ordre de dépôt de documents cette question qui est très simple et dont la réponse prendrait très peu d'espace.

L'hon. N. A. McLARTY (secrétaire d'Etat): En réponse à la dernière partie de la question de l'honorable député je lui dirai que ce sujet

relève et du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances pour la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, qui doivent tous deux soumettre leur rapport, c'est la seule raison pour laquelle cette question a été transformée en ordre de dépôt de document.

M. GRAYDON: La question n'en laissait rien prévoir.

CONDITIONS OUVRIÈRES

RENVOI DE M. DAVID SHUGAR PAR LA RESEARCH
ENTERPRISES LIMITED

A l'appel de l'ordre du jour.

M. GORDON GRAYDON (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Je viens de recevoir une lettre du président de l'Association des techniciens affiliée au Congrès des métiers et du travail du Canada, me disant que le secrétaire national de cette association a été sommairement destitué sans avis par une société de l'Etat connue sous le nom de Research Enterprises Limited. L'association tient ce geste pour une véritable distinction injuste. Je voudrais demander au ministre de faire enquête à ce sujet.

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): Le leader de l'opposition a eu la bienveillance de m'avertir de son intention de me poser cette question. Il s'agit de M. David Shugar. La plainte allègue, comme on vient de le dire, que ce monsieur a été destitué à cause de son zèle en faveur des syndicats. J'avais été mis au courant de la chose au commencement de la semaine et tout de suite, comme c'est l'habitude dans ces cas, j'ai envoyé auprès de la compagnie un fonctionnaire des relations industrielles. J'attends un rapport d'ici quelques jours et je me ferai un plaisir d'en mettre au courant l'honorable député.

RÉFUGIÉS DE GUERRE

MENTION D'UNE CONFÉRENCE PROJÉTÉE À OTTAWA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): A-t-on consulté le Gouvernement au sujet d'une conférence que les Etats-Unis voudraient tenir à Ottawa afin d'étudier des moyens de soulager les souffrances des réfugiés qui se sont enfuis ou qui ont échappé à la persécution des nazis et des fascistes? Le premier ministre voudra-t-il faire une déclaration où il fera connaître l'attitude du Canada au sujet de cette proposition, et sur les problèmes en jeu?